

in *World Population, Food Production and Climate*. Prévoyant un scénario du pire, un refroidissement à l'échelle de la planète qui toucherait toutes les régions agricoles, sauf les États-Unis, l'agence de renseignements concluait que la dépendance du reste du monde sur les approvisionnements de nourriture en provenance de l'Amérique allait s'accroître et, qu'ainsi «... cela pourrait leur donner un pouvoir qu'ils n'ont jamais eu auparavant—peut-être une hégémonie économique et politique plus grande que celle des années qui suivirent immédiatement la fin de la Deuxième Guerre mondiale».

Et l'Américain, autant l'homme de la rue que le dirigeant, se remit à rêver. On échafaudait déjà des plans machiavéliques. La revue *Business Week* estimait en 1975 qu'il s'agissait là d'un moyen de pression formidable pour forcer d'autres pays à faire des échanges. Elle songeait au titane de l'Inde, au chrome de l'Union soviétique, et au pétrole de l'Iran. Pétrole, c'est le mot qui courait sur toutes les lèvres: l'Amérique s'était sentie humiliée par ce qu'elle considérait être une poignée de fanatiques bédouins sortis d'un autre âge. Brusquement, le rêve américain d'un progrès matériel constant se disloquait. Les États-Unis se voyaient dépendants d'un produit hautement symbolique (le pétrole, c'est l'énergie, c'est le pouvoir) possédé par d'autres. Mais voilà que soudainement ceux-là se trouvaient aussi dépendants face aux États-Unis: pétrole contre blé, est-il possible d'avoir un meilleure base d'échange?

Premier essai

Non, se dit le secrétaire d'État Henri Kissinger. Mais il estima que ce chantage ne devait pas être adressé aux seuls Arabes. Il voulait viser plus haut, plus fort. Et en échange de blé, durant l'été 1975, c'est des Soviétiques qu'il voulait exiger du pétrole... à prix réduit. L'homme chargé de cette mission, l'infortuné secrétaire adjoint Charles Robinson, revint bien sûr bredouille de Moscou: jamais les maîtres du Kremlin n'auraient accepté un tel marché de dupes. Et quand, cette année-là, les Américains stopperent les livraisons de céréales destinées aux Russes, ils n'obtinrent finalement de ces derniers qu'un accord pour régulariser le marché. Mais quand les communistes de Moscou s'engageaient à acheter une quantité minimale de céréales chaque année, ils s'ouvraient aussi les portes du marché américain de manière permanente.

Ce premier essai d'utilisation de l'arme alimentaire face au géant russe avait donc été un fiasco et avait échaudé l'administration du président Gerald Ford. C'est pour cela que, lors de la crise de l'Angola, alors que l'URSS intervint par son bras armé de Cuba, pour repousser les troupes sud-africaines, Washington n'essaya même pas d'utiliser cet instrument de puissance que beaucoup estimaient pourtant formidable. Avaient-ils raison?

Le candidat démocrate Jimmy Carter avait promis en 1976 de ne jamais utiliser l'arme alimentaire. Punir une population pour les crimes de ses dirigeants lui semblait inacceptable, particulièrement au moment où toute sa campagne électorale était basée sur la nécessité d'un renouveau de moralité en politique étrangère. Mais quand les soldats soviétiques déferlent sur l'Afghanistan, il se sent humilié: il avait voulu fonder les rapports entre les deux super-puissances sur des bases plus saines, et non plus sur la force comme l'a-